

Dans le cas des recommandations du rapport Gray, le milieu des affaires est apparu semble-t-il beaucoup moins préoccupé que la population en général et comme il est dangereux pour un gouvernement de prendre des mesures économiques que la communauté économique rejette, on n'est pas allé très loin encore une fois. De plus on a dit à plusieurs reprises récemment qu'il existe dans le milieu des affaires canadien un très grand manque de confiance à l'égard d'Ottawa et on a même dépeint le gouvernement Trudeau comme étant "anti-business". Le projet de réforme des lois de la concurrence, le nouveau code du travail, la réforme fiscale ont bousculé le monde des affaires et on est d'avis que celui-ci n'aurait jamais accepté un projet de loi sur l'investissement étranger qui aurait englobé davantage que les "takeovers". Le président du Conseil du Patronat se faisait d'ailleurs récemment l'interprète du monde des affaires lorsqu'il se plaignait, au cours d'une émission télévisée, de ce que le gouvernement ne consulte pas suffisamment les hommes d'affaires ou ne change rien à ses projets une fois qu'il les a consultés. Pourtant, vu de l'extérieur du gouvernement et de la fonction publique, la réforme fiscale paraît avoir été "émasculée" par l'action des entreprises, minières et pétrolières en particulier, le projet de loi C-256 a été temporairement retiré après que les consultations aient fait apparaître une forte opposition du milieu des affaires et d'autres projets ont été retardés pour des raisons semblables. D'autres auteurs croient que l'opposition du milieu des affaires est à la fois systématique et symbolique. Une planification ou une amorce de planification gouvernementale touche des symboles auxquels le milieu des affaires tient et il défend ses positions.¹ Tout ceci suggère que l'ensemble des variables, des échanges, des pressions etc. qu'il est convenu

1. Voir Viv Nelles et Abraham Rotstein, Canadian Business and the Eternal No, The Canadian Forum, Jan-Feb. 1972; dans la même livraison voir aussi les articles de Mel Watkins (A Strategy for Whom?) et d'Eric Kierans (Towards a New National Policy) qui croient eux aussi qu'une stratégie industrielle est trop importante pour être laissée aux industriels seulement. A.A. Berle, Power, Harcourt, Brace and World 1969 contient aussi un plaidoyer en ce sens.